

ANNEXE 3 – Association RESILIENCE MONTAGNE

A Résilience Montagne,

Je vous remercie pour votre contribution à l'enquête publique relative au projet d'aménagement de la Combe de Balme. Celle-ci soulève de nombreux points sur lesquels je souhaite revenir.

« Conscients que l'économie de la commune de la Clusaz repose aujourd'hui, en partie uniquement, sur l'économie du ski, un tel projet ne justifie plus de telles dépenses à Balme ou ailleurs. »

Réponse :

L'économie de la commune de la Clusaz repose effectivement en grande partie sur le secteur du ski, en particulier pendant la saison hivernale. Plus de 2000 emplois dépendent de cette activité économique en hiver. La Clusaz reconnaît pleinement sa vulnérabilité face aux dérèglements climatiques, et c'est précisément pour répondre à ces défis que nous avons engagé ce projet de modernisation de l'infrastructure de Balme. Ce projet vise à adapter notre domaine skiable aux nouvelles réalités climatiques tout en amorçant une transition vers des activités économiques diversifiées, contribuant à la résilience du territoire. Le projet de Balme a pour objectif la modernisation d'un espace déjà aménagé et l'adaptation des contraintes d'exploitation au dérèglement climatique. Les investissements nécessaires pour moderniser les infrastructures existantes sont cruciaux pour soutenir cette transition et pour sécuriser l'avenir économique de la commune. La Clusaz a construit un plan d'avenir permettant de préparer un futur avec des alternatives viables. Ainsi, en parallèle de l'adaptation de notre domaine skiable au réchauffement climatique, nous nous engageons dans une diversification importante pour compléter l'offre ski en cas de manque de neige mais surtout pour renforcer notre offre hors ski tout au long de l'année.

« Poursuivre le développement économique sur un modèle ne prenant pas en considération les enjeux environnementaux actuels, ne prenant pas en compte les différents rapports de la cour des comptes (2008 - 2011 et 2024) est aujourd'hui suicidaire.

-><https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-01/14-stations-ski-Alpes-nord-face-rechauffement-climatique-Tome-2.pdf>

-><https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-stations-de-montagne-face-au-changement-climatique> »

Réponse :

L'étude d'impact et ses études annexes, en particulier l'étude Climsnow, sont bien le témoin que La Clusaz se soucie des enjeux environnementaux actuels. Le rapport de la cour des comptes, dans ses conclusions et recommandations formule un certain nombre de mesures que La Clusaz prend déjà en compte :

- Efforts pour économiser les ressources et atténuer les effets sur le réchauffement climatique. C'est le cas par des actions de réductions de nos impacts scope 1, 2 et 3.
- Rationaliser les remontées mécaniques afin de préserver les paysages.
- Le démontage des remontées mécaniques comme cela est le cas pour l'ensemble des investissements sur le domaine skiable depuis 15 ans : chaque nouvelle remontée mécanique effectuée est venue remplacer une, voire plusieurs, remontées existantes.
- Affecter une part des revenus du ski au financement de la transition comme cela est le cas de manière significative avec l'adaptation du plan pluriannuel d'investissement défini dans le cadre de la délégation de service public visant à investir dans la diversification et également à l'échelle du territoire qui prévoit de futurs investissements en complément de l'activité ski (pôle indoor, réseaux de chaleur, hébergements permanents).

Nous nous appuyons sur une analyse rigoureuse pour minimiser l'impact environnemental et maximiser l'efficacité énergétique, en cohérence avec les recommandations de la Cour des Comptes.

« Un nouveau télésiège, 49 canons à neige, des profilages de pistes (et donc des travaux lourds), probablement un agrandissement de retenue pour fournir l'eau nécessaire, ne s'inscrivent que dans le modèle économique passé sans prendre en compte les enjeux actuels. »

Réponse :

Nous tenons à préciser que le projet ne prévoit pas d'agrandissement de retenue d'eau. En outre, les équipements de neige artificielle sont dimensionnés de manière à être utilisés uniquement lorsque les conditions climatiques rendent l'enneigement naturel insuffisant, et non pour étendre inutilement les zones de ski. Nous utilisons des outils d'aide à la décision pour piloter la production de la juste quantité de neige. Nous pilotons également, piste par piste, le damage et l'entretien de la neige pour une répartition homogène du manteau neigeux qui conduit à une meilleure skiabilité avec toujours moins de neige produite.

« Pour tenter de rentabiliser de telles infrastructures, il va falloir vendre plus de forfaits dans un environnement déjà fortement contraint : or, ici précisément, les pistes ne sont pas "tout public". Le profilage de pistes consistera probablement à créer des chemins "tout public" au détriment des espaces naturels. »

Réponse :

Le projet de réaménagement de la Combe de Balme découle d'un plan pluriannuel d'investissement dont le modèle économique ne repose pas sur une augmentation du nombre de forfaits de ski. La logique économique est de fiabiliser et fidéliser les skieurs qui

fréquentent la station. De même, le projet ne repose sur aucun autre projet, comme par exemple une résidence de tourisme ou un agrandissement de parking, pour assurer son financement. Il s'agit d'un premier pas vers la résilience du modèle.

Le reprofilage des pistes n'a pas vocation à créer des « chemins tout public » mais améliorer la skiabilité sur des pistes de ski existantes : ces améliorations permettent effectivement de diminuer des appréhensions dans un secteur de ski exigeant mais aussi de faciliter l'exploitation du manteau neigeux en ayant recours à moins de neige, moins d'heures de damage, moins de consommation d'énergie.

Le réaménagement des pistes vise principalement à améliorer la skiabilité et limiter la dangerosité de certaines zones très restreintes. Les travaux de reprofilage sont réalisés en respectant la configuration naturelle du terrain et sont concentrés sur certaines zones précises.

« Ce projet ne s'inscrit dans aucune réflexion globale raisonnable, il ne prend pas en considération les différents enjeux environnementaux de notre temps (biodiversité, ressource en eau, crise énergétique, respect des paysages et de la biodiversité, décarbonation de la mobilité, économie, enjeux sociétaux etc.). A ce jour, aucune dépense pour une nouvelle remontée mécanique ou de nouvelles infrastructures ne peut être justifiée à ces altitudes. »

Réponse :

Tous les enjeux environnementaux évoqués sont abordés dans l'étude d'impact qui a été soumise à l'enquête publique. Ces enjeux sont précisément inventoriés et leurs impacts sont étudiés. Quand les impacts sont marqués, des mesures pour éviter, réduire, compenser sont mises en place et soumises à l'avis de l'autorité environnementale, institution indépendante qui juge la pertinence des mesures prévues.

A ce jour, toute dépense pour une nouvelle remontée mécanique est scrupuleusement étudiée, tant sur le plan économique qu'environnemental, et la rénovation des équipements de la Combe de Balme est parfaitement justifiée, en particulier grâce aux altitudes à laquelle elle est placée.

Les études environnementales ont ainsi permis de bonifier le projet et c'est ce qui est retranscrit dans les alternatives au projet listées dans l'étude d'impact.

Dans un environnement futur du réchauffement climatique, l'altitude est un facteur majeur. Situé entre 1850 et 2500 mètres d'altitude, en face nord, dans un grenier à neige et dans lequel on a accueilli des clients jusqu'à fin avril, l'aménagement de ce secteur est une évidence. Ce que confirme d'ailleurs l'étude Climsnow puisqu'elle se projette jusqu'en 2090 pour la pratique commerciale du ski sur cette partie du domaine skiable de La Clusaz.

« Le gouvernement, le 11 mars dernier, a sorti le nouveau Plan d'adaptation au changement climatique, présenté par Agnès Pannier-Runacher, qui demande de nous adapter à +4 - la Clusaz n'est en rien exclue de ces objectifs.

-> <https://www.ecologie.gouv.fr/actualites/gouvernement-lance-nouveau-plan-national-dadaptation-changement-climatique>

De plus, les experts qui définissent les règles de survie des banques et assurances depuis 150 ans viennent de publier leur verdict, et la Clusaz n'est encore une fois pas exclue de ces recommandations.

D'ici 2050 :

-Scénario "probable" : réchauffement de +2°C, plus de 2 milliards de morts, perte de 25% du PIB mondial

-Scénario "possible" : réchauffement de +3°C, plus de 4 milliards de morts, perte de 50% du PIB mondial

Et dès 2040 :

-45% de chances d'effondrement des courants océaniques

-Perte de plus de la moitié des terres agricoles dans l'hémisphère nord

-Migrations forcées de milliards de personnes fuyant chaleur et sécheresse

-> Le rapport en anglais : <https://actuaries.org.uk/document-library/thought-leadership/thought-leadership-campaigns/climate-papers/planetary-solvency-finding-our-balance-with-nature/>

-Le rapport résumé en français : <https://www.argusdelassurance.com/green-assurance/climat-des-actuaire-britanniques-alertent-sur-le-risque-d-une-insolvabilite-planetaire-a-l-horizon-2090.234258> »

Réponse :

Il est évoqué ici des scénarios probables dont les tenants et aboutissants dépassent un projet local de renouvellement de télésiège. Un projet tel que celui présenté dans l'enquête publique s'amortit sur 25 ans, ce qui signifie que l'amortissement du projet sera effectif en 2050 et qu'il ne sera pas de nature à rendre insolvable la société en charge de la délégation de service public de La Clusaz. En tout état de cause, les questions d'insolvabilité à l'échéance 2090 sont hors sujet vis-à-vis du projet présenté.

« D'un point de vue CLIMAT et conséquences, personne ne peut ignorer, en montagne encore moins :

-le réchauffement en montagne est déjà de +2,5, il est deux fois rapide que dans l'hémisphère nord

-on observe moins de jours de froid, des vagues de chaleurs plus intenses et plus fréquentes

-l'iso de 0 remonte

-le pergélisol se réchauffe et se dégrade

-le nombre de jour de neige diminue

-les cycles de l'eau s'intensifient

-les glaciers reculent

-97% de l'eau de la planète est salée, 76% des 3% d'eau douce provient des glaciers

=> chaque tonne d'émissions de CO2 entraîne un recul supplémentaire des glaciers dans le monde

A ce stade de l'urgence, seuls les projets visant à réduire les émissions devraient être financés. A la Clusaz, il s'agit de la mobilité à réduire et/ou décarboner, les passoires thermiques à rénover et les émissions des dameuses à travailler ».

Réponse :

La Clusaz n'ignore aucune conséquence des impacts du changement climatique, d'autant plus que l'exploitation d'un domaine skiable s'effectue au sein d'un milieu naturel particulier, la montagne, et en fonction des conditions météo naturelles, en particulier la neige.

- Les thématiques évoquées ont déjà fait l'objet de réponses dans la note de réponse à la MRAE. Nous vous invitons à consulter en particulier les pages 33 à 35 du document. Il est ainsi fait état des mesures concrètes que La Clusaz a mis en place pour réduire ses impacts et entamer sa décarbonation. Après un bilan carbone complet réalisé en 2019, La Clusaz a mis en place un plan d'actions concret : Suppression des chaudières à fioul pour des **pompes à chaleur et de la géothermie** pour chauffer les bâtiments
- Changement de carburant Diesel pour le HVO, **carburant bien moins carboné** issu d'huile végétale pour nos dameuses, nos véhicules de service et maintenance, ainsi que les engins de déneigement des parkings.
- Acquisition d'**électricité hydraulique, 100 % renouvelable et locale**, issue du barrage de Seyssel en Haute Savoie
- Equipement d'un outil d'assistance tel que Snowsat pour optimiser le damage et donc, **limiter la consommation de carburant** et mieux répartir le manteau neigeux
- Mise en place de **solutions de transport intermodales** pour réduire la dépendance à la voiture pour nos clients, telles que des lignes combinées SKI+BUS aux tarifs très avantageux de l'ordre de plus de 25% de remise un système de réservation du parking de Balme pour encourager le covoiturage, et des incitations financières pour privilégier les déplacements en train.

« A ce stade de l'urgence les élus ne devraient plus avoir un seul projet de captage d'eau en plus ou d'écosystèmes à abimer. »

A ce stade de l'urgence, nous devrions mettre en place des plans de sauvegarde de nos forêts, de notre agriculture, de nos écosystèmes et de notre population, nous devrions laisser l'eau dans son milieu naturel. Il s'agit de sécurité nationale.

A ce stade de l'urgence, et pour le bien des Cluses, des populations en aval sur les mêmes bassins versants et dans les mêmes bassins de vie, il est plutôt préconisé de suivre les objectifs de la loi "climat et résilience".

-> <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924> »

Réponse :

La Clusaz est déjà partie prenante dans de nombreux plans de préservation des milieux et ce à l'échelle intercommunale : CFT (Charte Forestière de Territoire), étude Quanti Fier (ressource en eau), Sylv'actes (gestion forestière), animation de 3 sites natura 2000, Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) Fier-Aravis, Contrat de Territoire Espaces Naturels Sensibles (CTENS).

Plus localement, le PLU de la Clusaz, mis en place en 2017, a pris des engagements importants sur la baisse des constructions et la préservation des espaces agricoles.

Ce sont autant de dispositifs qui analysent, traitent et adaptent nos environnements face à l'urgence climatique.

« De plus, lorsque l'on prend connaissance de l'avis 380, de Jerome Pessey, actuel de directeur de l'ESF, on ne peut que s'inquiéter qu'un de tel avis, au-delà du déni, puisse être envoyé sérieusement. »

Réponse :

Chaque avis est personnel et est respecté. La procédure d'enquête publique est faite pour cela, dans un pur esprit de démocratie et de transparence. Nous n'avons pas de commentaire à ce sujet.

« Enfin, comment prétendre un tel projet quand "dans le même temps" on apprend que durant plus de 20 ans, La Clusaz a pompé l'eau d'une source pour fabriquer de la neige artificielle... sans autorisation. Une enquête judiciaire de l'Office français de la biodiversité dévoile comment la Clusaz a installé ce système coûteux. Des captages irréguliers ont par ailleurs été découverts sur les trois autres retenues exploitées par la commune haute-savoyarde pour alimenter ses pistes.

-> https://www.blast-info.fr/articles/2024/info-blast-montagne-comment-la-station-de-la-clusaz-pompe-leau-de-source-illegalement-oiT_MzPOQqaLzcFFu-WDyw »

Réponse :

La Clusaz a effectivement utilisé le surplus d'une source pour alimenter gravitairement la retenue d'altitude du Lachat. Or en 2014, à l'époque à laquelle les travaux ont été réalisés, aucune régularisation administrative n'a été faite pour ce prélèvement. Factuellement, il s'agit de 13 500 m³ / an en moyenne quand l'autorisation permet le prélèvement de 405 000 m³ / an. Ces 13 500 m³ n'ayant pas engendré de dépassement du volume global autorisé. Ce captage irrégulier a été stoppé à l'automne 2023.

« Il est grand temps que les personnes à la tête de ces projets à rebours des enjeux se forment et pensent sereinement en l'avenir, pour ce qu'on appelle "l'intérêt général". »

Réponse :

La Mairie de La Clusaz et la SATELC sont accompagnées par l'association Mountain Riders pour challenger les projets et permettre une communication ouverte auprès de la population. Les réunions de travail permettent à chacun, élus comme habitants de s'acculturer sur l'équilibre ténu entre la considération des limites planétaires et les besoins humains. Ainsi, des réunions publiques ont été réalisées pour échanger et informer la population sur ces thématiques.

A la SATELC, la direction et ses cadres adhèrent et suivent des formations dans la CEC, la Convention des Entreprises pour le Climat. Inspirée et en relai de la Convention des citoyens pour le Climat, la CEC a pour mission d'accélérer les stratégies bas-carbone et de reconnexion au vivant de chacune des entreprises participantes et de formuler des propositions concrètes, ambitieuses et exigeantes, issues des entreprises, en faveur de la

transition vers une économie écologique. Le travail d'une année entière dans le cadre de la CEC a permis à la SATELC d'écrire sa feuille de route pour les prochaines années dans une visée d'entreprise régénérative au service du territoire de La Clusaz. Cette feuille de route sera rendue public par la CEC dans les prochaines semaines

Nous sommes convaincus que l'avenir de notre territoire doit être pensé de manière équilibrée, en intégrant à la fois les besoins économiques, environnementaux et sociaux. C'est dans cette optique que nous avons engagé ce projet. Dans ce contexte, il apparaît donc erroné de dire que les maitres d'ouvrage du projet ne soient pas attentifs et formés aux enjeux et à l'intérêt général.

En espérant avoir répondu à vos interrogations et vos craintes je vous prie d'agréer mes salutations distinguées

Le Maire

Didier THEVENET

